L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 23 FEVRIER 1882. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI, 23 FEVRIER 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 25
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par D. D. Chenery, sur le levée au pied de la rue Peydras, mole, bois, canal au No. 56 rue des Magnolia, Algiers.

Etats Unis.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Patience! Patience! Patience! — Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

La conférence à l'Hotel de Ville.

Nous rappelons, afin qu'il n'y ait pas de nouvelle méprise, que la conférence ajournée du 15 février, aura lieu ce soir à 7 heures. Nous espérons qu'un assez grand nombre d'hommes intéressés y assisteront pour lui donner une certaine valeur morale, si non une valeur légale, et qu'en tout cas cette tentative d'arrangement pourra conduire à quelque chose de final. Il le faut absolument, non dans l'intérêt d'une des parties, mais dans l'intérêt des deux parties, parce que les deux parties représentent l'intérêt de toute la ville.

Il ne peut donc plus être question de reproches, fondés sur des imputations de mauvaise foi, ni question de choses semblables plus ou moins irritantes. Il ne s'agit plus de répudiation et ce mot, après les arrêts des cours, ne doit plus figurer dans le vocabulaire de notre polémique financière, à moins que la cour suprême des Etats-Unis, dont on attend la décision sur l'affaire de la Banque du Sud, ne rétablisse, au nom de la Constitution fédérale, la souveraineté légale d'un ancien contrat dont la violation et l'oubli nous ont jetés dans les difficultés actuelles. Il est certain que si l'arrêt de la cour suprême des Etats-Unis est favorable à ce contrat, il faudra s'y soumettre.

Mais en ce moment, et dans l'ignorance où nous sommes des dispositions de cette Cour, nous n'avons qu'à nous occuper d'un arrangement qui mettrait tout le monde à l'aise, en laissant aux débiteurs le moyen de payer sans faire un tort considérable à ceux auxquels il est dû, c'est-à-dire aux créanciers de la ville. Nous avons déjà, à ce sujet, parlé de divers plans ayant pour but un arrangement final, mais nous avons dit aussi que gagui tous ces plans, nous n'en avons trouvé qu'un seul ayant quelque chance de succès, parce qu'il compte pour beaucoup la situation si précaire des contribuables. Nous avons dit aussi que toutes les propositions venaient des créanciers, les débiteurs en les contribuables s'étant abstenus jusqu'ici d'en faire aucune. Il est certain qu'ils ne sont pas encouragés à prendre l'initiative.

Cependant, bien que l'association des contribuables paraisse refuser de faire, en son nom, aucune proposition financière à la conférence de l'hôtel de ville, nous croyons savoir que quelques membres de l'association ont l'intention de produire un plan digne d'être pris en considération, attendu qu'il a pour but de dégrever les débiteurs d'une taxe désastreuse, sans porter atteinte aux droits de ceux en profit de qui la levée de cette taxe a été ordonné par les tribunaux. Le plan, d'après ce qui nous a été dit, consisterait à graduer la taxe de manière à donner à la propriété foncière le temps de se relever de ses ruines, et de regagner aux yeux des capitalistes l'estime qu'elle avait malheureusement perdue. Ce serait là, en effet, selon nous, le vrai moyen de sortir d'embarras, car ce moyen donnerait à tous la certitude d'un avenir plus prospère. Sans entrer plus avant dans l'examen de ce plan, nous nous bornerons à faire des vœux pour qu'il obtienne faveur devant la conférence, parce que c'est celui qui répond le mieux aux nécessités de la situation.

On s'est borné trop longtemps d'un côté qui n'avait aucun fondement rationnel. On a cru faussement que le mouvement ascensionnel des affaires commerciales affranchit pour toujours de la Nouvelle-Orléans est équilibre qui doit faire occuper dans la balance à la propriété foncière une place égale à celle du capital.

Le mouvement commercial a eu lieu, bien qu'en ce moment il languisse, et la valeur des propriétés ne s'est pas relevée. Au contraire, elle a baissé de nouveau, si profondément été la terreur causée par les décisions de cours fédérales en matières de dettes et de taxes, et l'on voit aujourd'hui qu'il faudrait une reprise commerciale bien au dessus de celle sur laquelle on avait compté pour combler aux valeurs foncières le crédit qu'elles devraient avoir et qu'elles auraient si on avait su les ménager davantage.

On n'a pas vu, non plus, et on n'a jamais voulu voir que le crédit foncier était la base du crédit financier, que ce dernier ne pouvait exister sans l'autre, et que le moyen de le rétablir n'était pas de reconnaître uniquement toutes les obligations imaginables, sans en contester aucune, mais qu'il fallait prouver encore qu'il y avait dans la communauté gérée des ressources sur lesquelles pour y faire face. Il vaudrait certainement mieux, pour la consolidation du crédit financier, avoir moins que devoir plus, mais le pire [illegible], c'est de devoir beaucoup, sans [illegible] pour y venir de là.

[illegible]tant ce à quoi prétendent les [illegible] toute classe qui pourraient [illegible]ans devant les cours fé[illegible]ent des jugements [illegible] tenant à cheval sur [illegible] de s'opposer à toute [illegible]gement de compromis [illegible]voir aucune chance n'en [illegible] de leur part à une politique [illegible], car il en [illegible]ealiser une [illegible]nation impossible [illegible]os. Supposons que la taxe [illegible]ar les cours fédérales domine [illegible]ement sur le budget de 1882, [illegible]ails pourquoi? Pour que le recouvr[illegible]en fût possible, il faudrait qu'[illegible]t en rapport avec les ressources [illegible]ont dispose la propriété foncière, [illegible]e le recouvrement ne pourra [illegible]ir lieu que par la vente des assiet[illegible] ventes forcées. Dans ce cas, tous les intérêts seront en souffrance; tous les budgets s'en ressentiront gravement. La ville n'y trouvera pas les fonds de son administration ordinaire; les écoles ne seront pas payées, la police non plus, la compagnie du gaz pas plus, et le département des travaux publics ne trouvera plus de balayeurs pour nettoyer les rues ni de charrettes pour en enlever les immondices. Si le budget de la ville souffre, il est évident que le budget de la dette ne s'en trouvera pas mieux, puis qu'il n'a pas plus de droit à être servi que l'autre. Il y aura donc déficit pour le budget de la dette et dans le même proportion qu'il y aura déficit pour le budget de la ville, les deux budgets étant inséparables, car nulle différence pour le recouvrement des taxes n'a été établie, au contraire les cours fédérales ont imposé aux autorités de ville la même rigueur fiscale.

En conséquence, il y aura, sans nul doute, un déficit égal pour les deux budgets, lequel déficit causera nécessairement une forte baisse dans l'assessement de 1883. La gêne alors sera encore plus grande et nous marcherons de catastrophe en catastrophe. Nous avons déjà donné maintefois ces avertissements et nous les donnons encore aux créanciers qui ont l'intention de se rendre ce soir à la conférence de l'hotel de ville; le moment est venu pour eux de prendre un parti. Il faut absolument qu'ils [illegible] entre eux dans [illegible] décidé qui assure le service et le payement de leurs créances, et une taxe immodérée, illimitée, dont la conséquence leur serait funeste. Nous nous rappelons que ces créanciers ont dit souvent qu'une fois leur droit reconnu, ils seraient généreux; eh bien, leur droit n'est plus contesté; qu'ils se montrent donc ce qu'ils ont dit qu'ils seraient en pareil cas.

Le Géal. Winfield Scott Hancock, qui était arrivé à la Nlle-Orléans par la voie du fleuve, mardi matin, avec l'intention d'y rester quelques jours, est reparti hier soir pour se rendre à Washington où l'appelaient inopinément, pour affaires officielles, les instructions du Secrétaire de la Guerre. On regrettera vivement ce prompt départ, car on n'oubliera jamais les titres du Géal. Hancock à l'affection des habitants de cette ville, pas plus que ces titres à l'affection du parti démocrate dont il était le candidat présidentiel il y a deux ans. Il n'a pas réussi, mais son échec a été des plus honorables et il peut en être aussi fier que s'il eût été élu. Le Géal. Hancock, bien qu'il soit encore dans la vigueur de l'âge, a assez fait déjà pour être compté parmi les plus nobles figures du pays.

Nous avons appris avec une douloureuse surprise la mort presque subite de M. Commagère, de la maison Commagère et Lambert.

M. Commagère est mort des suites d'un accident qui lui était arrivé avant-hier, en descendant d'un char.

On trouvera dans une autre colonne l'annonce d'entrement.

Nous avons reçu, hier soir, de MM. T. B. Peterson & Brothers, Philadelphie, un nouveau roman dû à la plume de Mary Von Erden Thomas, et intitulé "Winning the battle".

Ce que nous avons en le temps d'en lire nous a donné une très bonne idée de l'ouvrage, qui doit être fort intéressant. Le style en est simple et correct.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Grandes chambrées hier pour les deux représentations de Hazel Kirke, dont le succès a été très beau sous tous les points de vue. Ce soir, on donnera de brillants souvenirs pour les dames. Ce sera un événement de gala.

THEATRE ST-CHARLES. — Ce soir, et vendredi soir, on donnera "Billie Taylor," grand opéra-comique nautique, comme qui dirait Pinafore, ou quelque chose de semblable, on peut donc compter qu'il y aura foule.

GRAND OPERA HOUSE. — Miss Kate Claxton, secondée par Chas. A. Stevenson et par Mmes Marie Wilkins, Henriette Vaders, et par d'autre artistes non moins remarquables jouera dans les deux Orphelines, et c'est par cette pièce célèbre que Miss Kate Claxton et sa troupe termineront leurs engagement samedi soir.

L'incendie d'Haverhill, Massachusetts, a été des plus désastreux. La moitié de la ville n'est plus qu'un monceau de ruines. Ce qu'il y a de plus sinistre encore, c'est que plus de vingt des principaux marchands et hommes d'affaire ont péri dans les flammes. Deux mille ouvriers restent sans emploi, et grand nombre de familles sont dénuées de tout. Les pertes matérielles dépassent deux millions et demi de dollars. Cette calamité n'a d'égal dans l'histoire des incendies que la conflagration qui détruisit en quelques heures la ville de Chicago.

Les dernières pluies ont gonflé le grand fleuve et ses affluents, de St-Louis à la Nouvelle-Orléans, et les habitants riverains craignent un débordement qui serait ruineux pour eux. Ils travaillent avec ardeur à la consolidation et à l'élévation des levées. Le danger doit être imminent, car l'alarme est générale. Il faut espérer que le vent rare, qui a succédé aux jours humides, déterminera une baisse dans les eaux du fleuve et que nous n'aurons pas à constater d'autres dégâts que ceux qui ont été causés par les pluies de l'Arkansas, du Tennessee et du Mississippi.

Parmi les hôtes distingués qui ont assisté aux fêtes du carnaval, on a surtout remarqué l'hon. Jefferson Davis, ancien président de la Confédération du Sud, et le général Winfield Scott Hancock, ex-candidat démocrate à la présidence. Ils ont assisté au bal du Mystick Krewe.

Quatre-vingt-dix jeunes gens et jeunes filles, sous la direction de M. Whitelaw Reed, sont partis de New York pour le Kansas, où des résidences leur ont été préparées à l'avance. Ils avaient été précédés par trente jeunes gens partis de la Virginie, dans le but de s'établir dans le même Etat.

Il paraît que la ville de Baltimore jouit de la même température chaude que la Nlle-Orléans. Un journal de la localité chante la pureté, la beauté du ciel et la tiédeur de l'air. Les roses s'épanouissent en pleine neige. Le charbon devient une chose inutile, et les belles dames remplacent les tourtes palatots. Les promenades sont encombrées de la foule avide de jouir des avantages d'un hiver qui est un véritable printemps.

La ville de Philadelphie a voté la somme de $5,000 pour secourir les juifs partis d'Europe et attendus aujourd'hui même. Dans le meeting qui a eu lieu à ce sujet, il a été adopté des résolutions qui demandent au gouvernement fédéral de protester contre le traitement infligé aux juifs de Russie, et d'exprimer la sympathie que ces malheureux nous inspirent.

D'après Herr Richard Andrée, les juifs répandus dans le monde sont au nombre de 6,139,000. Les cinq sixièmes vivent en Europe. L'Asie en compte 183,647. C'est en Russie et en Roumanie que cette population est relativement la plus considérable. La Norvège n'a que 34 juifs.

Des avis reçus du Mexique annoncent que MM. Morale et Servetto, deux éditeurs de journaux rivaux de l'Etat de Guadalajara, se sont battus en duel à la suite d'une polémique très vive; ils ont tiré en même temps et sont tombés tous les deux mortellement frappés.

☞ Le contenu de l'étiquette : ne contient ni ne goût ni "Soda Et Lea."

Un nègre, de Christiansburg, Va., est un buveur habitué d'huile de charbon. Il dit que lorsque le temps est froid, il augmente la dose quotidienne, qui est d'une bouteille; l'été, dit-il, est le même qui celui du whiskey.

EST-CE LA GUERRE?

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* :

On se souvient peut-être des inquiétudes provoquées dans toute l'Allemagne par les paroles que M. de Pattikammer devait un devoir prochainement au sein du reichstag. Depuis lors, les points noirs ont pris corps. On écrit de Berlin que le jour de la clôture du parlement, le maréchal de Moltke disait à quelques députés de la droite : "Le printemps ne se passera pas sans une grosse tempête."

Sans attacher aux propos du vieil homme de guerre plus d'importance qu'ils n'en méritent, nous sommes forcés de reconnaître que les événements d'Orient prennent une tournure grave. Dès le début de l'insurrection qui a éclaté en Orivocsia, c'est-à-dire dans la région sud de la Dalmatie comprise entre l'Adriatique et les frontières du Monténégro et de l'Herségovine, nous avons expliqué pourquoi le soulèvement devait se propager et quelles en étaient les véritables causes.

Ces prévisions se sont malheureusement réalisées. La Crivocsia, l'Herségovine, la Bosnie sont parcourues par des bandes bien commandées et bien armées. Les patriotes monténégrins et serbes s'agitent autour de ce foyer incandescent. Les émeutiers ont confiance dans [illegible] à combattre pour la réalisation de la grande pensée, c'est-à-dire pour l'union et l'indépendance.

On remarque en Roumanie, en Serbie, les mêmes alliés et venus d'officiers russes en congé qu'on avait déjà constatés en 1876.

Plusieurs de ces aventuriens ont pris le commandement des forces insurrectionnelles opérant en Bosnie. On signale dans cette province des rassemblements d'une telle importance que l'un d'eux est pourvu d'une batterie d'artillerie de montagne.

Une dépêche officielle de Vienne parle d'un combat victorieux livré par un bataillon de chasseurs à une troupe de 1000 Herségoviniens, mais elle ajoute que les forces austro-hongroises ont dû rentrer à Mostar.

Le Tagblatt avoue que l'effectif des insurgés s'élève déjà à plus de 5,000 hommes.

Le Daily News annonce que des comités se forment en Bulgarie afin de provoquer une insurrection générale des provinces slaves, et le *Daily Telegraph* reçoit de Berlin une dépêche d'après laquelle le programme panslaviste consistenrait à démembrer à l'Europe que l'Autriche-Hongrie n'ayant pas eu administrer les affaires de Bosnie et d'Herségovine, cette tâche devrait incomber à la Serbie.

La Russie, par sa diplomatie occulte, poursuivrait ainsi la réalisation de ces deux rêves les plus chers : la formation d'une grande Serbie par l'adjonction de la Bosnie et de l'Herségovine et la formation d'une grande Bulgarie par la réunion à ce pays de la Roumélie orientale.

D'autre part, il n'est bruit dans la presse étrangère que du discours prononcé le 24 janvier à Saint-Pétersbourg par le général Skobeleff, dans un banquet destiné à célébrer l'anniversaire de la prise de Gök-Tépé.

Ce "toast panslaviste", comme le qualifient les Autrichiens, arrivant au moment de l'agitation panslaviste elle-même, qui se manifeste de plus en plus dans la péninsule des Balkans, ne pouvait manquer d'émouvoir tout spécialement la presse autrichienne. Voici comment s'exprime à ce sujet la *Morgenpost*, de Vienne :

Cet étrange discours jette un jour singulier sur les relations de la Russie avec l'Autriche. On ne saurait, en tout cas, contester l'importance de ce fait qu'un général de l'armée d'un empire qui contient officiellement avec notre Etat des relations amicales, a cru devoir se faire l'écho des "cris de douleur des Slaves combattant pour leur liberté." Il est évident que la franchise militaire a commis une indiscrétion là où il fallait se borner à des allusions.

En terminant, la *Morgenpost* exprime la conviction que ce ne sont pas les harangues du général Skobeleff qui feront faiblir le gouvernement austro hongrois dans son énergie, seul moyen d'avoir raison des Crivocsiens et de leurs acolytes :

Le temps où l'on ménageait encore ces bandits est passé à jamais, et l'on doit sentir aujourd'hui dans toute son étendue de notre sphère de puissance en Orient que l'Autriche a non seulement la force, mais encore la ferme volonté d'aller dans la protection de ses intérêts jusqu'aux dernières conséquences, que cela puisse on non à la Russie.

La *Gazette Allemande* fait des réflexions analogues. La *Wiener Allgemine Zeitung* va jusqu'à dire que si la Russie tient à ce bonnes relations avec l'empire austro-hongrois, elle devra donner satisfaction à ce dernier pour les paroles "blessantes et offensantes" du général Skobeleff.

En Allemagne, l'irritation est encore plus vive s'il est possible.

La baisse des prix du coton a fait perdre aux spéculateurs de Savannah $260,000.

On vient de découvrir, dans le comté de Winstar, Mississippi, d'abondantes mines de charbon.

Un habitant de Petersburg, Va., assure que la vaccination l'a guéri d'un rhumatisme chronique.

De nombreux chevreuils et autres animaux ont été victimes de l'inondation dans l'Arkansas.

—Le commerce spécial de l'Italie s'est élevé, en 1881, à 2,502,000,000 de francs, dont 1,329,000,000 pour l'importation et 1,193,000,000 pour l'exportation.

Le nombre des Sociétés italiennes par actions qui était, au 1er janvier 1881, de 580, s'est élevé à 631, et leur capital de 1,534,000,000 fr. à 1,722,000,000 fr. — Les Sociétés étrangères autorisées à opérer, dans l'Etat, qui étaient au nombre de 63, se sont élevées à 76, et leurs capital de 457,000,000 à 668,000,000.

—Le *Moniteur* annonce la mise en liquidation de la maison de la coulisse John Abrahams, à Paris.

—"L'emprunt de 80 millions de francs de la *Télégraphe*, contracté par les agents de change de Paris, est divisé en 160 titres de 500.000 fr. chacun, rapportant 25,000 fr. par an. L'amortissement s'opérera en dix ans, par vingt tirages successifs, qui auront lieu les 1er mai et 2 novembre de chaque année. Les charges sont affectées comme garantie. Le remboursement pourra avoir lieu par anticipation."

—Ceux qui ont essayé du Malakoff Bitters ont le plus grand éloge comme tonique stomachique.

—Un Français vient de mourir à Ste Marthe (Colombie) et les journaux du pays, en parlant de cette mort, la qualifient de *deuil national*. On a fait à ce Français de magnifiques funérailles ; les troupes étaient échelonnées sur tout le parcours du convoi funèbre ; les drapeaux colombien, ceux de tous les consulats et des bâtiments en rade étaient en berne.

L'homme auquel on rendait de tels honneurs était le docteur Alexandre F. Reverend, qui, dans la même ville de Sainte-Marthe, avait soigné Scliver dans sa dernière maladie, et recueilli le dernier soupir du grand libérateur de l'Amérique. C'était en 1830.

Le docteur Reverend ne voulut recevoir aucun honoraire. Cependant, le Congrès vénézuelien, présidé de Bolivar, accorda à sa célèbre pratique, il y a vingt-cinq ou trente ans, une pension viagère de 1,200 piastres.

L'Amérique du Sud lui avait voué une éternelle reconnaissance, à cause du dévouement qu'il avait montré envers Bolivar.

—Nous signalons à l'attention de nos lecteurs l'annonce de la maison F. Wurzin qui fait connaître à une des pages intérieures du journal. A ceux qui ne connaissent pas cette maison, nous dirons qu'elle s'est acquise une réputation des plus enviables par sa parfaite loyauté dans ses relations d'affaire avec le public, les excellents produits qu'elle vend, et surtout, les prix modérés auxquels elle les vend.

Le gouvernement fonctionnera que vend M. Wurzin le pisse Oldsbitters est le meilleur. Chaque année ajoute, il paraît, à la popularité de ce tonique. Le docteur Mathieu, en temps de depuis deux ans, lorsque la fièvre jaune a fait son apparition, a employé ce remède avec succès et les plus importés. Il les accorde pour la guérison de la fièvre, le travail, la dentée et en vend à la meilleur marché. M. Wurzin, qui vend le pin de Malakoff dont se sert Paul dans son chez-même [illegible] Les prix de la maison sont si modérés, et ses conditions si faciles, que personne ne doit se priver de posséder un piano.

"Aide-toi et le Ciel t'aidera."

"Aide-toi et le ciel t'aidera," dit un gamma proverbe. Nos armateurs semblent certains d'avoir toujours fait le nécessaire pour mettre cet adage en application ?

Nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour qu'ils fissent "aide." Nous avons applaudi, quand les Chambres ont voté la loi sur les primes à la marine marchande. Nous trouvons, en effet, que notre gouvernement a fort dégagement agi, et ne laissant pas plus longtemps dépérir notre force nationale qui s'appelle la marine marchande.

Mais, d'un autre côté, nous voudrions voir les efforts de l'Etat un peu mieux secondés par certains de nos armateurs, et il nous paraît regrettable que quelques-uns d'entre eux ne se refusent encore à accomplir les réformes nécessaires pour lutter contre la concurrence étrangère.

Ils ne sont plaints—et à bon droit—de ce que le commerce maritime était loin d'être prospère ; ils ont fait appel à l'Etat. L'Etat est venu à leur secours, et il a eu raison. Mais ils devraient, de leur côté, mieux reconnaître le service qui leur a été rendu : et la meilleure manière de le faire, ce serait de rompre avec certains errements du passé ; de faire preuve de plus d'initiative individuelle ; de ne plus être, en aucune façon routinier, enfermé en leur cité bâtie à la vieille chez ; c'est enfin, d'accomplir, dans leur mode d'opérer, des réformes devenues absolument urgentes.

Il faut savoir se rendre à l'évidence ; qu'ils considèrent ce qui se passe en Angleterre. Chez nos voisins,—peuple pratique par excellence,—les Compagnies maritimes sont organisées conformément, tandis que, chez nous, plusieurs continuent de l'être administrativement. C'est ainsi que, souvent, les Anglais ramassent le fret, en offrant aux explorateurs de facilités que nos Compagnies françaises ne savent pas procurer aux chargeurs.

Un exemple, entre mille, va nous en fournir la preuve. Les explications pour le Pérou nécessitaient, autrefois, des factures consulaires, avec vins, à raison de 10 fr. pour chaque vins. Les Anglais et les Allemands ont renoncé, depuis plusieurs mois, à ces factures consulaires, et nos armateurs français continuent à les exiger, s'appuyant sur des instructions d'un précédent ministère, remontant à six mois déjà.

Or, cette formalité gênante et coûteuse est devenue absolument inutile ; mais nos armateurs trouvent plus simple de continuer à l'imposer, plutôt que de demander de nouvelles instructions au ministère.

Un de nos confrères de Paris publiait précisément, ces jours-ci, à ce sujet, une lettre dans laquelle un exportateur se plaignait de cette formalité. "La semaine dernière, disait-il, j'avais à faire pour le Pérou sept expéditions, qui auraient nécessité sept factures consulaires (abaissons un triple expédition !) ; j'ai donné mon chargement à la Compagnie auquel on a pu, à un prix de fret égal, me disposer d'un long travail, et me fait économiser 70 francs."

Voilà ce qui arrive huit fois sur dix. Les négociants donnent leurs marchandises aux Compagnies anglaises, de préférence aux Compagnies françaises, parce qu'ils y trouvent plus de commodité. Et après cela, nos armateurs se plaignent de la concurrence étrangère qui les paralyse. Mais n'en sont-ils pas un peu la cause, et font-ils réellement tout ce qu'il faut pour empêcher un pareil résultat ?

Non. Ils ne s'ingénient pas tous assez, comme les Anglais, à attirer les chargeurs : ils ne leur offrent pas, comme ceux-ci, toutes les facilités désirables. Un autre exemple va encore nous le prouver :

Certaines Compagnies françaises refusent encore d'adopter les "connaissements directs". Ainsi, un exportateur de Paris va trouver une de ces Compagnies, et lui dit : "J'ai tant de caisses à expédier à Cincinnati." La Compagnie lui répond : "Je prendrai vos caisses au Havre et vous les déposerai à New York." Il faut donc de toute nécessité que l'exportateur en question ait un agent au Havre, un à New York et un troisième à Cincinnati.

Comme il n'en est généralement pas ainsi, que fait alors cet exportateur ? Il va place de la Bourse ou rue Serbe, aux bureaux d'une Compagnie étrangère, et là, il s'entend avec une ligne concurrente, qui prend ses colis à Paris et les transporte jusqu'à Cincinnati.

Voilà comment il se fait qu'une grande partie des marchandises françaises sont encore confiées à des Compagnies étrangères.

S'il fallait tirer la conséquence de cette situation, nous dirions qu'elle entraîne une diminution de notre commerce avec le monde entier, qui aurait un autre